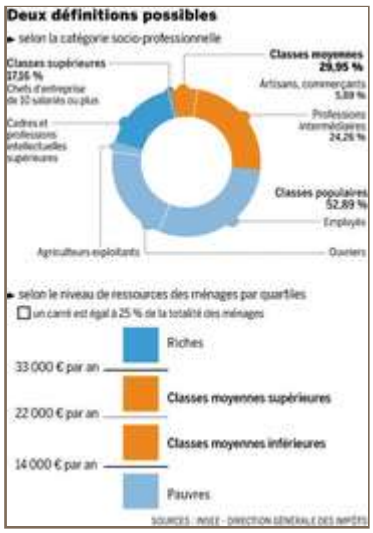
Les classes moyennes au centre du débat politique

Selon une étude parue jeudi, le " déclassement " est un mythe, mais sa hantise peut peser sur les choix électoraux



Une famille à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne). Photo extraite de la série " Zone pavillonnaire, France, 2008 ".

CLAUDIA IMBERT

La vive polémique déclenchée mardi 10 janvier par Nicolas Sarkozy sur la réforme du quotient familial voulue par François Hollande en est une flagrante illustration : le sort des classes moyennes est un sujet électoral à ranger dans la catégorie ultrasensible. *" C'est une erreur de considérer qu'il faille conduire une politique contre les classes moyennes. Pour leur faire payer quoi ? Les études qu'elles ont faites ? Les blâmer d'avoir réussi à obtenir des situations convenables ? "*, s'est ému François Bayrou (MoDem), dans la foulée de Valérie Pécresse (UMP), ministre du budget, qui a vu dans le projet socialiste *" un coup de massue pour 3,5 millions de ménages "*. M. Hollande s'est défendu en revendiquant *" plus de justice pour l'ensemble des familles "*.

Dans cette atmosphère électrique, l'essai de la sociologue Dominique Goux et de l'économiste Eric Maurin (Seuil, 78 p., 11,50 euros) intitulé *Les Nouvelles Classes moyennes*, promet de faire du bruit, et pas seulement dans le monde politique. Publié jeudi 12 janvier, ce livre heurte certaines idées reçues. Oui, les membres des classes moyennes sont tenaillés par *" l'anxiété, la crainte de choir "*, soulignent les deux auteurs, mais pour préciser aussitôt qu'elles n'ont en réalité pas déchu. Au prix *" d'une compétition sans merci pour les statuts, les professions les plus protégées, les quartiers les plus sûrs, les diplômes les plus recherchés "*, les classes moyennes n'ont pas connu de déclassement depuis la crise des années 1980, assurent les deux auteurs dont l'un, Eric Maurin, s'était fait remarquer par un ouvrage intitulé *La Peur du déclassement* (Seuil, 2009).

" C'est la France qui tient, qui monte ", insistent-ils, en soulignant que les échanges entre le haut et le bas de la société sont *" deux fois plus intenses qu'il y a vingt ans "*, que le flux dominant reste *" le courant ascendant "*, que la proportion de propriétaires continue d'augmenter, y compris chez les jeunes, que les enfants de classe moyenne n'ont pas subi de déclassement au cours des générations.

" L'ascenseur social fonctionne ", martèlent-ils. On est donc loin, avec eux, du constat du sociologue Louis Chauvel, qui diagnostique une *" paupérisation des classes moyennes "*, ou du cri d'alarme de l'économiste Thomas Piketty.

L'autre apport intéressant de l'étude est l'intense compétition sociale qui se joue sur le territoire et le rôle réellement central acquis par les classes moyennes. Dans les années 1950 et 1960, ce sont les ouvriers qui formaient le coeur de la société, rappellent les deux auteurs. Depuis, les classes moyennes ont grandi en nombre et, réunissant 30 % de la population active occupée, sont devenues le *" centre de gravité de la société "*, au point qu'il est impossible de les *" bousculer sans déstabiliser l'ensemble de l'édifice social "*.

Grandes gagnantes de Mai-68, elles ont vu s'ouvrir les portes de l'enseignement supérieur, où elles

mènent désormais une sourde compétition avec les cadres, devenus également plus nombreux, pour la conquête des filières les plus sélectives, ouvrant la voie aux meilleurs emplois.

Les Nouvelles Classes moyennes s'appuie sur l'exploitation inédite de deux sources statistiques : les enquêtes sur l'emploi de l'Insee entre 1982 et 2009 et le fichier logements par communes du ministère de l'équipement, qui indique, pour chaque ménage, son niveau de revenu ainsi que celui de ses voisins. Pour éclairer la question du déclassement d'une génération à l'autre, les auteurs ont reconstitué de vastes échantillons pour chaque cohorte née entre 1952 et 1970.

Leur travail, qui se veut irréprochable, prêtera néanmoins à débat à cause de quelques fragilités - par exemple, l'insuffisante mise en évidence des différences entre secteurs public et privé - et, surtout, parce qu'il n'existe pas de consensus sur la définition même des classes moyennes. Faut-il raisonner par catégories socioprofessionnelles ? Par niveaux de revenus ? Ou par ressenti, comme le pratiquent nombre d'hommes politiques, considérant que la classe moyenne, ce sont non seulement les professions intermédiaires, mais aussi les cadres qui se sentent exclus des catégories supérieures ? Dans ce dernier cas, on peut arriver à 60 % de la population.

Quels que soient les résultats de l'enquête, un fait politique demeure : les classes moyennes sont de plus en plus anxieuses, ce qui les rapproche des classes populaires. Elles se battent rudement pour conserver leur position, pratiquent la ségrégation territoriale autant que les classes supérieures et nourrissent un ressentiment croissant à l'égard de la politique, parce qu'elles ont l'impression d'être trop riches pour bénéficier de l'aide sociale et pas assez pauvre pour éviter l'impôt. *" En 2008, selon l'Insee, elles ont payé environ trois fois plus qu'elles ne recevaient ",* rappellent les deux auteurs, estimant que *" dans un pays hiérarchique comme le nôtre, la peur de chuter devient plus facilement qu'ailleurs une peur des autres ".*

Dénonçant la tentation qu'ont certains d'attiser les peurs, ils mettent la gauche au défi de réformer le modèle français, en soulignant les effets pervers d'une politique sociale de plus en plus ciblée. *" L'action de l'Etat doit être de créer de la continuité et de la mobilité plutôt que des effets de seuil, des clivages et des statuts "*, prescrivent-ils. Le débat mérite déjà quelques réponses.

Françoise Fressoz

© Le Monde

article précédent
Fraude sur le marché carbone : 5...

article suivant
Les réponses de Pierre Moscovici,...